



Déclaration spécifique sur la difficulté scolaire



des représentants des personnels du SNUipp-FSU au CDEN du 9 février 2017

Pour la première fois depuis 14 ans, des postes entiers de RASED seront créés dans ce département à la prochaine rentrée. C'est un tout petit pas dans le champ de ruine des RASED. Rappelons qu'en 5 ans, un tiers des postes RASED ont été supprimés au plan national soit 5000 au total. On nous parle désormais de Refondation ! Soyons précis et réalistes : tous les piliers n'ont pas été réactivés et la refondation reste bancal.

D'ailleurs on ne peut pas parler de LA difficulté scolaire mais DES difficultés scolaires. La difficulté, ponctuelle et circonstanciée, est prise en charge par l'enseignant au sein de la classe. Ça, on sait faire quotidiennement. On peut/doit même considérer qu'il ne s'agit pas de difficulté mais du parcours normal d'apprentissage. La difficulté c'est parfois quelque chose de plus profond, installé, touchant à des blocages dont la résorption nécessite la recherche des causes dans le cadre d'un regard croisé de différents professionnels. Dans ce cadre l'apport des psychologues, maître E et maître G dans l'identification et le traitement de ces problématiques est indispensable

Les politiques passées voulaient nous faire croire qu'il n'y avait qu'une difficulté scolaire et qu'elle pouvait très bien être prise en charge, après la classe, par l'enseignant : il suffit de répéter, un peu différemment, et ça finira par rentrer (comme avant). C'est ce qui a donné lieu à la mise en place de l'aide personnalisée, décriée par la profession, inutile et pesante pour les élèves en difficulté. C'était un leurre, une justification à la suppression de milliers de postes dans les RASED.

Cette aide personnalisée a été transformée en Activité Pédagogique Complémentaire (APC). Si les possibilités d'action sont plus ouvertes pour les enseignants, le ministère continue de se cacher derrière ce dispositif pour ne pas engager de politique sérieuse et courageuse de traitement de la grande difficulté scolaire qui nécessite, on le rappelle, des maîtres spécialisés formés !

La politique actuelle continue de se défausser sur les enseignants. L'institution annonce « qu'on va les former au repérage de la difficulté scolaire et on résoudra le problème. Car au final ce n'est pas une question de moyens, de postes, juste de perception des choses de la part des enseignants... »

Arrêtons-nous un instant sur ces termes : perception des choses et moyens mis en place.

La perception des choses tout d'abord.

Un regard clair sur la difficulté scolaire nécessite des observations croisées : de l'enseignant de la classe, des psychologues, des maîtres spécialisés, des intervenants extérieurs des maîtres surnuméraires (lorsqu'il y en a).

Un regard clair sur la difficulté scolaire nécessite du recul sur la classe, un changement de point de vue pour voir l'élève évoluer dans ses apprentissages, son environnement, ses relations, sa structure familiale, sa construction psychologique.

Un regard clair sur la difficulté scolaire d'un élève se construit dans le temps, par un suivi d'équipe régulier.

Un regard clair sur la difficulté scolaire nécessite parfois un changement de cadre, de référent pour placer l'affect de l'élève à l'écart.

Tout cela, l'enseignant de la classe ne peut l'assurer seul : il a aussi tous les autres élèves et une classe à faire progresser.

Au final, ce sont l'intelligence collective et les compétences de métier qui sont au service de la perception et du traitement de la difficulté scolaire, c'est l'intelligence collective qui permet la réussite des élèves et c'est donc au final l'école qui y gagne.

Les moyens mis en place ensuite.

Actuellement, en Ardèche, nous comptons 1 poste de psychologue scolaire pour 1177 élèves, 1 poste de maître E pour 891 élèves et 1 poste seulement de maître G pour près de 23 000 élèves. **Longtemps, l'administration départementale nous a dit qu'il n'y avait pas de besoins supplémentaires en RASED. CQFD : pas de besoins, pas de moyens et donc aucune création de postes durant près de 15 ans à la carte scolaire.**

Il est temps de rétablir la vérité des besoins des écoles de ce département. Depuis de nombreuses années, nos collègues nous interpellent pour dénoncer l'impossibilité pour les RASED d'une prise en charge faute de moyens (depuis plus de 5 ans parfois). De ce constat, nos collègues éprouvent un profond sentiment de solitude et d'impuissance face à la difficulté scolaire de certains élèves. Il y a certains secteurs du département où il ne fait pas bon être un élève en grande difficulté : la couverture RASED n'existe pas, les équipes se découragent. Devant ces constats, notre organisation a enquêté auprès des écoles afin de préciser l'état des besoins. Quels retours ?

En trois jours, 149 écoles sur 298 que compte notre département ont répondu à notre enquête soit exactement 50% du total. Plusieurs enseignements en ressortent :

- D'abord l'intérêt des écoles pour la problématique des RASED : la participation parle d'elle-même !
- Ensuite, on peut dire que les besoins d'interventions sont très importants : **84,5 % des écoles ayant répondu ont fait une demande d'intervention auprès des RASED cette année.**
- Cependant, les moyens ne sont pas à la hauteur. En effet, le taux de réponse des RASED est très préoccupant : **41% des écoles ayant formulé une demande n'ont pas pu bénéficier d'une intervention.**
- Plus grave, le niveau de réponse reste insuffisant puisque **40 % écoles ayant obtenu une intervention jugent son volume insuffisant ou partiel.**
- A signaler tout de même que **8 % des écoles ont estimé que ça ne servait à rien de demander une intervention** soit parce qu'elles en sont exclues depuis de nombreuses années, soit parce que leurs demandes ne sont pas prioritaires.
- Au final, seules **4 % des écoles estiment ne pas avoir de besoins.**

Conclusion : les besoins sont nombreux mais les moyens et le potentiel d'intervention ne sont pas à la hauteur. Les redéploiements et discours ne changent pas la réalité sur le terrain.

Plus problématique encore : nos collègues nous font part de difficultés croissantes avec le comportement de certains élèves. Jamais ils n'ont été autant demandeurs d'interventions de rééducateurs (les maîtres G: il y en avait 1 pour 1000 élèves en 2000 dans notre département), interventions qui permettaient de résoudre nombre de difficultés comportementales, d'installer ou de réinstaller un enfant dans son métier d'élève, de redonner confiance à un élève, une classe, une équipe... **Le dernier poste de rééducateur fermera à la prochaine rentrée. Est-ce à croire que l'administration pense l'action des rééducateurs inutile ?**

L'engagement et la passion de la profession pour faire réussir chaque élève sont permanents mais ils ne suffisent plus. L'expertise, le regard croisé et l'intervention complémentaire des psychologues et maîtres spécialisés (dans toutes leurs composantes) sont nécessaires. Il faut une politique de relance pour les réseaux d'aide spécialisée pour les élèves en difficulté qui permette d'assurer partout et pour tous les élèves une intervention au plus près des besoins.

Malheureusement, le dernier acte du ministère en la matière aura été la diminution du volume et la dégradation des conditions de cette formation spécialisée pour les enseignants du premier degré. Le SNUipp-FSU a marqué son désaccord lors du dernier Conseil Supérieur de l'Education.

Toutefois, en Ardèche, preuve est désormais faite que les besoins en RASED sont bien présents et restent immenses. Reste à l'institution à y répondre. C'est une question de service public, d'égalité des chances et de réussite de tous. Nos interventions constantes et le travail avec la profession ont permis d'enclencher des premières créations. Ce dégel doit annoncer une nouvelle dynamique dans ce secteur.